

Nations Unies ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

VINGT ET UNIÈME SESSION

Documents officiels



DEUXIÈME COMMISSION, 1070^e
SÉANCE

Lundi 21 novembre 1966,
à 10 h 35

NEW YORK

SOMMAIRE

Point 52 de l'ordre du jour:

Examen général des programmes et activités entrepris en matière économique et sociale, en matière de coopération technique et dans des domaines connexes par l'Organisation des Nations Unies, les institutions spécialisées, l'Agence internationale de l'énergie atomique, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et toutes les autres institutions et agences se rattachant au système des Nations Unies (suite). 303

Point 51 de l'ordre du jour:

Examen et réévaluation du rôle et des fonctions du Conseil économique et social: rapport du Secrétaire général (fin)
Adoption du projet de rapport de la Commission 304

Point 43 de l'ordre du jour:

Décentralisation des activités de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social (fin)
Adoption du projet de rapport de la Commission 305

Point 50 de l'ordre du jour:

Programme d'études sur l'assistance alimentaire multilatérale: rapport du Secrétaire général (fin)
Adoption du projet de rapport de la Commission 305

Point 45 de l'ordre du jour:

Souveraineté permanente sur les ressources naturelles (fin)
Adoption du projet de rapport de la Commission 305

Organisation des travaux de la Commission ... 305

Président: M. Moraiwid M. TELL (Jordanie).

POINT 52 DE L'ORDRE DU JOUR

Examen général des programmes et activités entrepris en matière économique et sociale, en matière de coopération technique et dans des domaines connexes par l'Organisation des Nations Unies, les institutions spécialisées, l'Agence internationale de l'énergie atomique, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et toutes les autres institutions et agences se rattachant au système des Nations Unies (suite) [A/6428, A/C.2/L.877/Rev.1, A/C.2/L.895]

1. M. HADJIMILTIS (Chypre) appuie le projet de résolution A/C.2/L.877/Rev.1, qui exprime bien les

raisons pour lesquelles la question a été inscrite à l'ordre du jour de la présente session de l'Assemblée générale et dont les recommandations jettent les bases d'une action pratique. C'est la première fois que l'on envisage un examen général de ce genre, dont on ne peut sous-estimer l'importance et les répercussions ultérieures sur l'ensemble des organisations ayant une activité dans les domaines en question. Le projet de résolution va dans la bonne direction en ce sens qu'il pose les bases d'une réorganisation dans le domaine du développement économique, au cas où elle s'avérerait nécessaire. Mais le travail d'analyse et d'évaluation ne doit pas être entravé par des préjugés. L'examen général envisagé est une nécessité, et le temps est venu d'avoir un tableau d'ensemble de la situation pour savoir où l'on va. On a dit que cet examen risquait de faire double emploi avec les travaux d'autres organes; en réalité, le Comité *ad hoc* chargé de procéder à l'examen général travaillera en étroite coopération avec ces autres organes et profitera de leur expérience. Certains chevauchements sont inévitables, mais ce n'est pas là une raison suffisante pour compromettre toute l'entreprise.

2. L'ONU n'est plus ce qu'elle était il y a 20 ans. Le nombre de ses membres a plus que doublé déjà. Personne ne pouvait prévoir l'ampleur et la portée que prendraient ses activités dans les domaines économique et social, et le prestige qu'elle y acquerrait: en fait, les pays en voie de développement ont modifié l'orientation institutionnelle et la structure de l'ONU, chaque Etat Membre nouveau ayant besoin d'assistance technique. Le représentant de Chypre rappelle que, dans sa déclaration générale (1037^{ème} séance), il a rendu hommage à ceux qui ont transformé en réalité les rêves des fondateurs de l'ONU. Bien loin de se plaindre des défauts que peuvent présenter les programmes de l'Organisation des Nations Unies, le Gouvernement chypriote est reconnaissant de l'assistance qu'il en a reçue dans maints domaines. M. Hadjimiltis cite à ce propos un extrait d'une brochure publiée en octobre 1966 sur les activités d'assistance technique des Nations Unies à Chypre au cours de ces cinq dernières années. On y relève notamment que Chypre a reçu une assistance technique importante et variée, du fait que son gouvernement a présenté ses demandes d'une manière cohérente et a coopéré efficacement à ces activités. Les excellents résultats ainsi obtenus ont facilité l'approbation de nouvelles demandes et démontré le rôle utile que l'assistance technique peut jouer pour encourager le développement économique.

3. L'humanité attend de l'ONU non seulement qu'elle résolve des crises politiques, mais aussi qu'elle redresse les déséquilibres qui existent dans le monde.

Les résultats obtenus par l'Organisation dans le domaine du développement économique et social sont suivis avec la plus grande attention et suscitent encore plus d'espairs. C'est pourquoi il lui faut redoubler d'efforts dans les domaines où elle a enregistré tant de succès.

4. La délégation chypriote est heureuse que le projet de résolution reconnaisse l'importance et la nature de la position du Conseil économique et social et le rôle central que la Charte des Nations Unies lui confère dans les domaines économique, social et des droits de l'homme. Il n'est donc pas juste de dire que le projet de résolution vise à saper les fondements du Conseil. Ses dispositions ne diminuent en rien les responsabilités fondamentales du Conseil, qui est plus nécessaire que jamais. La Deuxième Commission rendra un service signalé à l'ONU en prenant l'initiative de la création d'un comité chargé de procéder à un examen général des programmes des organismes des Nations Unies dans les domaines économique et social, examen qui permettra de mettre au jour les causes des problèmes, de préciser les améliorations nécessaires, notamment une coordination plus efficace, d'évaluer l'ensemble des méthodes, des objectifs et des résultats, et d'orienter l'ensemble du système des Nations Unies vers les besoins de notre temps.

5. M. Donald MACDONALD (Canada) rappelle qu'il avait formulé quelques réserves sur de fait que, aux termes du projet de résolution, l'examen général ne serait pas confié au Conseil économique et social, que la Charte a chargé de la coordination dans les domaines économique et social. Il cite sa déclaration du 10 novembre 1966 à ce sujet (1065ème séance). Le représentant du Canada est heureux des modifications que les auteurs ont apportées au texte initial de leur projet de résolution, à la suite notamment des discussions qu'il a eues avec eux. Ainsi, au préambule, ils reconnaissent explicitement l'importance des mesures prises par le Conseil pour améliorer ses méthodes de travail et se félicitent des mesures envisagées pour appliquer les recommandations du Comité *ad hoc* d'experts chargé d'examiner les finances de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées. Au dispositif, les auteurs ont également amélioré le paragraphe relatif à la documentation nécessaire pour l'examen général envisagé.

6. Mais, bien que les positions respectives se soient ainsi rapprochées, le représentant du Canada constate que la question de principe, qui constituait la difficulté essentielle, subsiste, à savoir que la délégation canadienne insiste sur la nécessité de confier l'examen général au Conseil économique et social en premier lieu. Elle se proposait de présenter un amendement à cet effet, mais ne l'a pas fait sur la demande de certains auteurs, qui désiraient étudier la possibilité de modifier encore leur texte. Mais il s'avère qu'ils ne sont pas disposés à le faire pour l'instant. C'est pourquoi la délégation canadienne a saisi la Commission de son projet d'amendement (A/C.2/L.895).

7. Le représentant du Canada pense que l'Assemblée générale doit montrer l'exemple du respect des prérogatives et du rôle particulier de ses propres organes, notamment du Conseil économique et social. Il conviendrait que celui-ci soit prié de présenter

ses recommandations sur la proposition d'un examen général; en contournant le Conseil et en confiant directement la tâche en question à un comité dont feraient partie notamment les membres du Comité du programme et de la coordination, on créerait une situation analogue à celle où l'on se trouverait si la Première Commission confiait l'examen du problème du désarmement à un comité sans en référer tout d'abord à la Commission du désarmement, à Genève, ou si la Quatrième Commission confiait à un comité une question relative au colonialisme sans en référer au Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Dans le cas particulier, le respect du principe n'entraînera aucun retard inutile, et surtout pas en ce qui concerne la préparation de la documentation, qui demandera plusieurs mois en raison de la complexité de la question. Les auteurs du projet de résolution en sont d'ailleurs conscients, puisqu'ils entendent charger le comité *ad hoc* envisagé de ne présenter qu'un rapport préliminaire au Conseil économique et social à sa quarante-troisième session. La documentation nécessaire ne pourra pas être prête avant l'été, et ce comité ne pourrait pas se réunir utilement auparavant. Quel que soit l'organe chargé en fin de compte de l'examen général, ses travaux porteront plus de fruits s'ils sont effectués sur la base de l'examen initial effectué par le Conseil économique et social.

8. On peut certes se demander pour quelle raison le Conseil, à sa dernière session, n'a pas fait, comme le lui avait demandé l'Assemblée générale à sa vingtième session, d'observations sur la proposition d'examen général. Sans doute est-ce parce qu'il avait alors des questions plus urgentes à examiner, notamment ses propres méthodes de travail. Mais la situation est maintenant fondamentalement différente: le Conseil sera chargé par l'Assemblée d'étudier la proposition d'un examen général et de faire rapport à la prochaine session de l'Assemblée générale; il disposera de toute la documentation que le Secrétariat a pu rassembler, et il est mieux à même d'aborder cette vaste tâche qu'il ne l'était à sa quarante et unième session.

9. M. Macdonald espère que les auteurs du projet de résolution et les autres membres de la Commission accepteront les amendements présentés par sa délégation.

10. Le PRÉSIDENT invite la Commission à suspendre la discussion sur le projet de résolution relatif à l'examen général (A/C.2/L.877/Rev.1) et à adopter les rapports de la Commission sur les points 51, 43, 50 et 45 de son ordre du jour.

POINT 51 DE L'ORDRE DU JOUR

Examen et réévaluation du rôle et des fonctions du Conseil économique et social: rapport du Secrétaire général (*fin*)

ADOPTION DU PROJET DE RAPPORT DE LA COMMISSION (A/C.2/L.897)

11. M. REISCH (Autriche) [Rapporteur] présente le projet de rapport de la Commission sur ce point de l'ordre du jour.

Le projet de rapport (A/C.2/L.897) est adopté.

POINT 43 DE L'ORDRE DU JOUR

Décentralisation des activités de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social (fin)

ADOPTION DU PROJET DE RAPPORT DE LA COMMISSION (A/C.2/L.896)

12. M. REISCH (Autriche) [Rapporteur] présente le projet de rapport de la Commission sur ce point de l'ordre du jour.

Le projet de rapport (A/C.2/L.896) est adopté.

POINT 50 DE L'ORDRE DU JOUR

Programme d'études sur l'assistance alimentaire multilatérale: rapport du Secrétaire général (fin)

ADOPTION DU PROJET DE RAPPORT DE LA COMMISSION (A/C.2/L.892)

13. M. REISCH (Autriche) [Rapporteur] présente le projet de rapport de la Commission sur ce point de l'ordre du jour.

Le projet de rapport (A/C.2/L.892) est adopté.

POINT 45 DE L'ORDRE DU JOUR

Souveraineté permanente sur les ressources naturelles (fin)

ADOPTION DU PROJET DE RAPPORT DE LA COMMISSION (A/C.2/L.894)

14. M. REISCH (Autriche) [Rapporteur] présente le projet de rapport de la Commission sur ce point de l'ordre du jour.

Le projet de rapport (A/C.2/L.894) est adopté.

Organisation des travaux de la Commission

15. M. CHAMMAS (Liban) demande que le Rapporteur précise à l'avenir le contenu de tout amendement oral proposé en cours de séance et incorporé dans un projet de résolution.

16. Le PRESIDENT dit qu'il sera tenu compte du désir exprimé par le représentant du Liban.

17. Il donne lecture d'une lettre que lui a adressée le Président de l'Assemblée générale, dans laquelle celui-ci prie les représentants désireux de présenter en séance plénière de l'Assemblée générale des amendements à des projets de résolution déjà adoptés en commission de bien vouloir communiquer le texte de leurs amendements au Secrétariat suffisamment à l'avance avant la discussion de la question en séance plénière.

18. A la demande des auteurs du projet de résolution concernant le point 52 de l'ordre du jour (A/C.2/L.877/Rev.1), désireux de poursuivre leurs conversations avec d'autres délégations intéressées, le PRESIDENT propose de suspendre la séance.

Il en est ainsi décidé.

La séance est suspendue à 11 h 15; elle est reprise à 11 h 49.

19. Le PRESIDENT indique que les auteurs du projet de résolution désirent prolonger leurs conversations avec les délégations intéressées. Il propose donc de lever la séance.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 11 h 50.

